

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 06/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LECUREUR

Le 109
1, rue Berthe Morisot
76100 ROUEN

Références : UDRD.2023.11.R.03
Code AIOT : 0005801426

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2023 dans l'établissement LECUREUR implanté 1 bis, avenue de Quenneport 76380 VAL-DE-LA-HAYE. L'inspection a été annoncée le 31/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été organisée dans le cadre du récolement de la partie bruit de l'arrêté de mise en demeure du 30 septembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LECUREUR
- 1 bis, avenue de Quenneport 76380 VAL-DE-LA-HAYE
- Code AIOT : 0005801426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Activité principale : silo portuaire de céréales

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en demeure du 30 septembre 2021	AP de Mise en Demeure du 30/09/2021, article 1	/	Astreinte	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures des niveaux sonores effectuées le 1^{er} août 2023 ne sont pas conformes. Compte tenu des travaux déjà réalisés et de la réactivité de l'exploitant depuis la réception des premiers résultats mais compte tenu également de la persistance d'une non-conformité des niveaux sonores et des nuisances associées, l'inspection ne propose pas d'amende administrative mais propose **la mise en place d'une astreinte administrative à compter du 1^{er} avril 2024** pour laisser à la fois du temps à l'exploitant pour mettre en œuvre les dispositifs techniques adaptés et à la fois définir une date butoir pour faire cesser les nuisances sonores.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure du 30 septembre 2021

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/09/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société LECUREUR, dont le siège social est situé 27, rue Jean-Jacques Rousseau 75001 PARIS, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>sous 2 mois, l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et l'article VII.1° de l'arrêté préfectoral du 23 mars 1992, avec l'installation de bardages phoniques ou la mise en œuvre de tout autre procédé d'efficacité équivalente permettant de réduire les nuisances sonores liées au fonctionnement du circuit de transilage entre le silo vertical et le silo plat ; la non-conformité constatée le 13 septembre 2021 pourra être considérée comme régularisée sur présentation de résultats de mesures de niveaux sonores en limite de propriété conformes aux seuils définis à l'article VII.4° de l'arrêté préfectoral du 23 mars 1992.</p>

Constats :

Lors de l'installation du matériel, 2 micros en limite de propriété et 2 micros en zone d'émergence réglementée ont été installés par l'acousticien.

A la suite de discussions associant les voisins, l'acousticien, l'exploitant et l'inspection, l'inspecteur a demandé à l'acousticien de déplacer un sonomètre afin de réaliser une mesure d'émergence devant une habitation et une autre mesure d'émergence dans le jardin d'une habitation, afin d'évaluer l'impact potentiel de la présence de la falaise sur les niveaux sonores.

Par courriel du 11 août 2023, la société APAVE a transmis à l'exploitant et à l'inspection le rapport de mesurage. Celui-ci conclut :

- à la non-conformité des niveaux sonores en zone à émergence réglementée aux points B et C (émergences respectivement 14 dB(A) et 7,5 dB(A) pour 5 dB(A) autorisés)
- à la non-conformité du niveau sonore en limite de propriété au point 2 (69 dB(A) pour 65 dB(A) autorisés)

⇒ **Ces mesures constituent une non-conformité et un non respect du 2ème point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 septembre 2021.**

Une réunion a été organisée sur site le 14 septembre 2023 pour que l'exploitant présente son plan d'action. A cette occasion, l'exploitant a indiqué qu'il avait d'ores et déjà mandaté la société APAVE pour un diagnostic plus approfondi en vue d'établir les mesures correctives adaptées.

Par courriel du 21 septembre 2023, l'exploitant a confirmé la réalisation le jour même d'un relevé acoustique via une caméra ainsi qu'un contrôle supplémentaire au sonomètre. Lors de ces échanges avec l'inspection, l'exploitant a également indiqué que ces résultats seront partagés avec un bureau d'études spécialisé pour identifier et chiffrer les solutions à mettre en œuvre.

Par courriel du 20 octobre 2023, l'exploitant a transmis le rapport de la société APAVE daté du 06/10/2023 et concluant notamment que la source sonore dominante au point B serait le convoyeur TM4 (situé le long de la route en face des habitations) et précisant que d'autres équipements sont susceptibles d'avoir un impact sonore non négligeable au point B : le moteur de l'élévateur du magasin et le convoyeur TM5 (qui traverse la route jusqu'au magasin).

Conclusion de l'inspection : compte tenu des travaux déjà réalisés et de la réactivité de l'exploitant depuis la réception des premiers résultats mais compte tenu également de la persistance d'une non-conformité des niveaux sonores et des nuisances associées, l'inspection ne propose pas d'amende administrative mais propose **la mise en place d'une astreinte administrative à compter du 1er avril 2024** pour laisser à la fois du temps à l'exploitant pour mettre en œuvre les dispositifs techniques adaptés et à la fois définir une date butoir pour faire cesser les nuisances sonores.

Commentaire de l'inspection : l'inspection note que s'agissant du point en limite de propriété, celui-ci n'est pas protégé par le bardage phonique étant situé derrière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 5 mois